

L'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75061 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

• Italie

L'IMPERIALISME AMERICAIN S'INQUIETE



Le service d'ordre du PCI à l'action contre les travailleurs.

Une nouvelle épreuve de force s'engage en Italie entre la démocratie chrétienne au pouvoir et le PCI. Le parti révisionniste s'impatiente, en effet, de toujours piétiner dans l'antichambre du pouvoir et revendique désormais, haut et fort, sa participation au gouvernement.

La démocratie chrétienne s'obstine à refuser cette solution et se contente d'offrir une nouvelle négociation du programme de gouvernement, conclu en juillet, avec les quatre autres partis constitutionnels.

On s'attend, d'un jour à l'autre, à la démission du

gouvernement Andreotti qui pourrait bien, une fois de plus, et faute de mieux, se succéder à lui-même.

Le PCI, pour sa part, proclame que ce gouvernement minoritaire « n'est plus en mesure de faire face à la crise économique et à la dégradation de l'ordre pu-

blic » et demande un « gouvernement d'urgence ».

Les troubles, l'insécurité qui se multiplient, à Rome, comme à travers tout le pays, créent, au fond, un climat favorable à ses manœuvres. Le PCI joue habilement en se faisant le champion de la gestion du capitalisme dans l'ordre, l'efficacité et la tranquillité. Il démontre ainsi que l'ampleur de la crise économique et politique qui secoue l'Italie ne lui fait pas peur et qu'il se fait fort, une fois au gouvernement, de remettre la classe ouvrière au pas.

Cette situation générale préoccupe vivement la superpuissance américaine qui a rappelé son ambassadeur en consultation urgente à Washington.

LES ETUDIANTS IVOIRIENS DENONCENT LE VOYAGE DE GISCARD

A l'occasion du voyage de Giscard, en Côte-d'Ivoire, l'Union nationale des élèves et étudiants de Côte-

d'Ivoire (UNEECI) a publié un communiqué qui appelle à un meeting d'information sur la situation en Côte-d'Ivoire, le vendredi 13 janvier, à 19 h 30, à la Maison d'Italie, boulevard Jourdan — Paris 14e. Il affirme notamment :

«... La grande mystification autour du voyage de Giscard cache mal la situation en Côte-d'Ivoire. Cette situation, loin d'être stable et paisible pour le régime, est marquée par les vastes mouvements de grève que déclenchent les ouvriers des centres urbains (Solibra, Uniwax, Sotexi, Filtissac à Abidjan, Gonfreville à Bouaké et Sode-sucré à Ferké) pour exiger de meilleures conditions de vie et de travail, les mouvements populaires paysans à la campagne (Toulepleu) pour imposer le tarif des produits agricoles (café, cacao) en vigueur sur le plan mondial.

«Politiquement, économiquement dominée, et militairement occupée par l'impérialisme français, la Côte-d'Ivoire de la clique fantôme Houphouët-Yacé-Coulibaly sera la première escale de Giscard en Afrique. Le but de ce voyage pour Giscard, c'est de mieux s'informer sur le zèle avec lequel ses agents Houphouët-Yacé-Coulibaly s'appliquent à exercer l'oppression sur le peuple ivoirien et à livrer la Côte-d'Ivoire au pillage de l'impérialisme et du social-impérialisme. C'est aussi pour donner de nouveaux ordres dans le sens de coordonner la répression que l'impérialisme s'apprête à renforcer contre les peuples africains (ivoirien notamment) et les travailleurs immigrés...»

A son retour, il a publié une déclaration du porte-parole du Département d'Etat qui affirme :

«L'attitude du gouvernement américain vis-à-vis des partis communistes d'Europe occidentale, y compris le PCI, n'a aucunement changé. Notre position est claire. Nous ne sommes pas favorables à une telle participation et nous voudrions voir diminuer l'influence communiste dans les pays d'Europe occidentale».

L'impérialisme américain, en sortant de la réserve ostensible qu'il affichait jusqu'ici sur cette question, pour publier cette grossière ingérence dans les affaires intérieures italiennes, laisse percer l'inquiétude que lui cause la course vers le pouvoir des partis révisionnistes italiens, français, espagnol ; leur succès consacrerait un point important marqué par l'URSS dans sa tentative de contrôler l'Europe en y supplantant son rival américain. Mais dans leurs intrigues et leurs complots, l'URSS comme les USA oublient un fait essentiel : les peuples révolutionnaires de ces pays développent leur conscience et leurs luttes contre leurs exploitateurs et les deux superpuissances qui prétendent les asservir.



Editorial

Maire-Séguy: un chœur discordant

Mercredi soir, Séguy et Maire se sont quittés sur un constat d'échec. Il n'est ressorti aucune proposition concrète de « poursuite de l'action ».

Pourtant, Séguy a déclaré, jeudi à la presse, que la conférence de presse commune, organisée à la suite de la réunion, « a prouvé la volonté des deux centrales de renforcer l'unité d'action ». D'où, selon lui, « la déception de ceux qui supputaient la division » car « il est de politiciens qui, à l'approche des élections de mars, caressent l'espoir de voir la crise de la gauche atteindre le mouvement syndical ».

Voilà qui semble mettre un terme aux « crueurs » sur la division des deux directions syndicales. Or, rien n'est moins convaincant que ce que dit Séguy.

En effet, que dit le communiqué commun ? « La CGT et la CFDT appellent leurs organisations respectives à multiplier les initiatives au cours des semaines à venir en les développant, spécialement dans les branches professionnelles, afin d'exercer la pression maximum sur les centres de décisions patronaux et gouvernementaux pour obtenir des négociations positives... ».

Cela laisse les portes ouvertes à toutes les interprétations possibles. Pour la direction de la CFDT, il est temps de négocier, de passer des compromis avec les patrons « dans l'intérêt des travailleurs ». D'autant plus que l'arrivée de la gauche au pouvoir est plus que douteuse. Séguy, lui, tient à apparaître comme un pur et dur, le défenseur naturel de la

classe ouvrière. En cela, l'attitude divergente des deux chefs syndicaux, qui se paient le luxe de dire aux travailleurs — « débrouillez-vous dans les branches professionnelles » —, est le reflet des divergences de fond au sein de l'Union de la gauche.

D'un côté, il y a les dirigeants du PS qui veulent être réalistes, tenir compte des contingences économiques, de la crise. De l'autre, les dirigeants du PCF qui jouent les casseurs : « Pas question de gérer la crise, on ne fera pas payer la crise aux travailleurs ». Séguy développe à fond la ligne du PCF sur les nationalisations, le « bon » Programme commun.

Mais, au-delà des discours ronflants de Séguy sur la relance de l'action, il y a la réalité. C'est les dirigeants de la fédération EDF qui, après avoir « consulté » leurs adhérents, le 4 janvier, prévoient de « consulter » l'ensemble des travailleurs d'EDF, le 31 janvier, et en attendant rien. Ce sont les dirigeants de la fédération CGT des cheminots qui ont tout fait pour s'opposer à la poursuite de la juste lutte des agents de conduite des trains contre la suppression du deuxième agent de conduite.

Ces contradictions entre les chefs syndicaux montrent que l'unité de la classe ouvrière ne passe pas par des accords au sommet sur une ligne de capitulation devant la bourgeoisie, mais c'est dans la lutte de classe quotidienne que se forge cette unité qui est une condition nécessaire au renversement du capitalisme.

A L'OCCASION DU 10e
ANNIVERSAIRE DU PARTI
COMMUNISTE MARXISTE LENINISTE
DE FRANCE

MEETING

Organisé par l'Humanité rouge

LE 27 JANVIER A 20h30

A la mutualité

Le dixième anniversaire du PCMLF. La campagne politique de 1978. Présentation des candidats marxistes léninistes de la région parisienne



● Nevers

Intoxication dans une cantine scolaire

Quatorze élèves du groupe scolaire Albert Camus de Nevers ont dû être hospitalisés lundi à la suite d'une intoxication alimentaire.

Jeu 10, en fin d'après-midi, dix écoliers sur les quatorze étaient gardés en observation. C'est après avoir déjeuné à midi à la cantine scolaire que les enfants ont été pris de vomissements.

● Espéridou

L'ancien directeur passible de la cour d'assises

L'ancien directeur d'Espéridou, le père Émile Fabre, est désormais passible de la cour d'Assises. On se souvient que le 15 janvier 1976, la petite Isabelle Le Menach âgée de 13 ans, mourait étouffée dans une camisole de force, dans l'établissement pour handicapés qu'il dirigeait à l'époque. Il avait été établi que le père Fabre, ancien aumônier de parachutistes en Corée, employait des punitions très dures et des sévices corporels à l'égard des handicapés. Il avait été inculpé d'homicide involontaire et c'est ce chef d'accusation qui a été transformé en « violences ayant entraîné la mort sans intention de la donner ».

TELEVISION

LUNDI 16 « RACINES » à 21 h 35 - ANTENNE 2

Nous avons déjà présenté ce feuilleton qui a le mérite d'aborder un sujet historique très important : la traite et l'esclavage des Africains durant les siècles derniers. Le feuilleton, cependant, est loin d'être à la hauteur du sujet et reflète des conceptions fort critiquables. Dans ce deuxième épisode, trop de place est laissée aux sentiments du capitaine du bateau transportant les esclaves. L'horreur de la situation des Noirs est effadée par de grands sentiments, les « héros » sont des hommes et les femmes sont absentes ou au second plan. Cependant, ce feuilleton mérite d'être vu.

MARDI 17 - « LES DOSSIERS DE L'ECRAN » : Les Français et les partis politiques - ANTENNE 2 à 20 h 35.

Cette émission réunira six politiciens bourgeois représentant six partis bourgeois. Ces politiciens répondront à des questions posées par soixante-neuf Français sur le rôle des partis, leur pouvoir, leur lien avec l'argent, sur les hommes politiques, les qualités qu'exigent d'eux les électeurs, etc. Des questions qui présentent certainement un intérêt indéniable.

Cependant, on imagine que les réponses fournies à ces questions par les politiciens présents, de droite et de gauche, répondront en réalité au souci de tromper les ouvriers et les travailleurs sur la nature de classe de leur parti et sur les intérêts qu'ils défendent.

Seront présents Soisson, Guéna, Diligent, Marchais, Estier et Fabre, les uns prétendant défendre tous les Français, les autres les travailleurs, chacun tirant la couverture à soi et se présentant comme le plus pur et respectable, chacun se posant en champion de la liberté et de la démocratie bourgeoises.

Un nouveau numéro du cirque électoral de la bourgeoisie à l'approche des élections.

JEUDI 19 : HOMMAGE A CHARLIE CHAPLIN : FR3 à 20 h 30 : « Monsieur Verdoux ».

Henri Verdoux, employé de banque, est réduit au chômage par la crise économique. Il a à sa charge sa femme, paralysée, et son jeune fils. C'est un père de famille et un mari excellent. Pour pouvoir faire vivre sa famille, il entreprend de séduire des veuves riches qu'il épouse puis assassine pour s'emparer de leur argent. Telle est l'anecdote. En réalité, derrière celle-ci, se trouve une dénonciation au vitriol de la société fondée sur les affaires, le crime et la guerre.

Chaplin, parlant de ce film, en a résumé ainsi le contenu : « Clausewitz a dit : "La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens". Verdoux estime que l'assassinat est la continuation logique des affaires. Il est un produit de notre époque... il symbolise les troubles provoqués par les grandes crises ».

Verdoux, c'est Charlot, en dandy, cynique et lucide mais fidèle aux mêmes idées.

A sa sortie, ce film fut boycotté aux USA et fut un échec commercial. Sa sortie coïncidait avec le début du maccarthysme (chasse aux communistes lancée par le pouvoir des USA dans les années cinquante).



MESSAGES AU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE DE FRANCE

Du Parti communiste (ml) des USA

Chers camarades,

Le Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste des USA envoie au Parti communiste marxiste-léniniste de France ses chaleureuses félicitations à l'occasion du Xe anniversaire de la fondation du PCMLF.

Votre parti est né dans la flamme de la lutte contre l'impérialisme, le social-impérialisme et le révisionnisme. En dépit de toutes les attaques réactionnaires menées contre lui par les impérialistes et les révisionnistes, telles l'emprisonnement de ses militants, la mise hors-la-loi du parti et les calomnies déversées contre lui, le PCMLF est aujourd'hui plus fort que jamais.

S'en tenant fermement aux principes du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsetoung, le PCMLF travaille clairement à l'unité du prolétariat international et du Mouvement communiste international. A travers les années, il a apporté son soutien et sa solidarité aux luttes des travailleurs américains, des peuples opprimés et des marxistes-léninistes.

A cette occasion, nous adressons notre salut à tous les camarades du PCMLF ; que chaque année apporte de grandes avancées et de nouvelles victoires sur la voie de la révolution et du socialisme dans votre pays.

Longue vie au PCM LF !

Longue vie au marxisme-léninisme et à la pensée-maotsetoung !

Longue vie au prolétariat international !

Le comité central du Parti communiste (ml) des USA

Un sale coup contre le tiers monde

Le département d'Etat américain a rendu public mercredi un accord conclu entre quinze pays exportateurs de technologie nucléaire à savoir l'URSS, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, le Japon, l'Allemagne de l'Ouest, l'Allemagne de l'Est, le Canada, la Belgique, les Pays-Bas, l'Italie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Suède et la Suisse.

Tous ces pays capitalistes étaient au rendez-vous et unis pour signer un accord dans lequel il est stipulé que les signataires appliqueront une série de clauses de sauvegarde dans toute vente de technologie nucléaire, en particulier celle des réacteurs, d'usines d'enrichissement et de toute matière (comme l'uranium enrichi)

pouvant être utilisé dans la fabrication d'armes nucléaires.

Ce sont donc tous les pays du premier monde (URSS et USA) et du second monde (pays impérialistes qui subissent eux-mêmes les vexations des deux superpuissances) qui s'unissent sur ce point, face au tiers monde, pour que tous les pays en voie de développement ne puissent posséder un moyen de défense contre toute agression. Ils refusent aux petits pays ce qu'ils se donnent à eux-mêmes et qu'ils développent. Ils veulent conserver le monopole de cette arme pour pouvoir agresser tout pays, en brandissant la menace de l'utilisation de l'arme nucléaire sans risque de représailles du même type.

● Inde

Décidément, Indira Gandhi n'a pas de chance.

Dernièrement, elle fut exclue de son parti après avoir tenté d'en prendre la direction à la tête d'une scission qu'elle avait organisée un peu plus tôt.

Puis elle fut convoquée au tribunal pour s'expliquer au sujet des excès commis pendant l'Etat d'urgence, alors qu'elle était premier ministre. Ayant refusé de donner suite à cet appel, elle est poursuivie en justice.

La corruption, les exactions de toutes sortes, c'est parfois un lourd fardeau à porter.

● Argentine

Des fillettes de quatre ans ont été torturées, en octobre dernier, dans une école de Buenos Aires, a révélé un professeur de cette ville.

Les fillettes étaient soumises au supplice orienal dit « Adirat shkuru » qui consiste en un frottement violent et prolongé sur le dos des mains, jusqu'à ce que l'épiderme soit détruit et que la blessure atteigne des tissus profonds.

Les tortionnaires entendaient par ces pratiques « former une jeunesse forte et insensible à la douleur ».

le monde en marche

Du Parti révolutionnaire ouvrier-paysan de Turquie

AU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE DE FRANCE

Chers camarades,

A l'occasion du Xe anniversaire du Parti communiste marxiste-léniniste de France, au nom du Parti révolutionnaire ouvrier-paysan de Turquie, nous vous adressons nos salutations les plus chaleureuses sur la base de l'internationalisme prolétarien et de la fraternité.

Il y a dix ans, héritier des héroïques Communards de Paris et du glorieux passé du PCF, créé en 1920, le Parti communiste marxiste-léniniste de France a levé haut le drapeau du marxisme-léninisme, abandonné par le révisionnisme Maurice Thorez, et il a redonné au prolétariat de France son avant-garde pour la cause de la révolution.

Depuis sa création, le Parti communiste marxiste-léniniste de France a lutté avec détermination et sans compromis contre le révisionnisme moderne et il a déployé des efforts pour appliquer le marxisme-léninisme, la pensée-maotsetoung à la pratique concrète de la France. Il a lutté pour l'unité des marxistes-léninistes sous le drapeau du prolétariat et a condamné la division.

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France a toujours défendu le renforcement de l'unité du Mouvement communiste international sur la base de l'internationalisme prolétarien et de l'égalité des partis.

Aujourd'hui, le Parti communiste marxiste-léniniste de France défend, avec détermination, la théorie des trois mondes, il est l'avant-garde du prolétariat de France, et il dirige le peuple travailleur pour la cause de la révolution et l'indépendance nationale, il mène une lutte courageuse contre l'hégémonie de l'URSS et des USA.

Nous sommes certains qu'à la tête du prolétariat de France depuis 10 ans, le Parti communiste marxiste-léniniste de France a remporté des victoires et des riches expériences et remportera des victoires encore plus grandes à l'avenir.

Vive le marxisme-léninisme pensée-maotsetoung !
Vive le Parti communiste marxiste-léniniste de France !

Comité central du Parti révolutionnaire ouvrier-paysan de Turquie

● Bolivie



Le visage de la répression.

Face aux luttes qui se développent et aux ripostes massives à la politique répressive du gouvernement, ce dernier a choisi la manière forte. Le masque de démocratie qu'il voulait se donner en organisant prochainement des élections tombe de lui-même. Il a décrété l'état d'alerte, toutes les forces armées sont mises en place pour pouvoir réprimer le plus rapidement possible.

La panique du gouvernement s'explique par les grèves de la faim menées d'abord par les femmes de

mineurs emprisonnés et les mineurs licenciés à la suite des grèves, puis qui se sont largement étendues.

Aujourd'hui 800 personnes font cette grève. Quatre d'entre elles sont hospitalisées depuis mercredi.

Par ailleurs, mardi soir, les étudiants de la Paz, capitale du pays, ont manifesté dans les quartiers populaires en scandant des slogans hostiles au gouvernement et en faveur de l'amnistie pour tous les prisonniers politiques. Il serait question d'instituer l'état de siège.



Abonnement spécial 8 pages

A l'occasion de la campagne politique pour les législatives de mars 1978, l'Humanité rouge paraîtra sur huit pages tous les jours à partir du 16 janvier au prix de 1,70 F l'exemplaire.

Une réduction exceptionnelle sera faite sur tout abonnement pris entre le 15 janvier et le 15 mars.

Quotidien seul	pli ouvert	pli fermé
Un mois (22 Nos)	30 F	60 F
Trois mois (66 Nos)	90 F	180 F
Six mois (132 Nos)	180 F	360 F
Quotidien plus bimensuel		
Un mois	35 F	70 F
Trois mois	105 F	210 F
Six mois	210 F	420 F

• Nice Un foyer Sonacotra mitraillé

Un foyer hébergeant un millier de travailleurs immigrés, à l'ouest de Nice, a essuyé une soixantaine de coups de feu tirés par le conducteur d'une voiture, revenu plusieurs fois sur les lieux dans la nuit de mardi à mercredi. La police alerte « n'a pas réussi à l'intercepter ».

• Bourg-en-Bresse

La loi anticasseurs contre des paysans

14 paysans de la vallée du Rhône viennent d'être condamnés à des peines de prison avec sursis, en vertu de la loi anticasseurs, pour la destruction d'un chargement de pêches importées d'Italie ; l'été dernier, une manifestation de producteurs avaient déversé plusieurs wagons de pêches en gare de Culoz (Ain).

Les producteurs de pêche de la région ont décidé de se concerter prochainement pour préparer une riposte à la répression.

• Bagneux-Montrouge

EXPOSITION ORGANISÉE PAR LE COMITÉ DES AMITIÉS FRANCO-CHINOISES

Le centre des jeunes de Bagneux et le comité des amitiés franco-chinoises de Bagneux-Montrouge vous invitent samedi 14 et dimanche 15 janvier à une exposition (photos, affiches, livres, etc.) au centre commercial des Bagneux et le samedi 14 janvier à 20h 30 au centre alpha 2, rue du docteur Roux à Sceaux à une projection intitulée : « voyage en Chine ». L'entrée est libre.

• Grenoble

SOIRÉE D'AMITIÉ AVEC L'ALBANIE

Soirée d'amitié avec l'Albanie, salle des concerts samedi 14 janvier à 20 h 30. Film albanais : « La dame de la ville ». Annick Miské : « Vie quotidienne en Albanie socialiste ». Soirée organisée par les Amitiés franco-albanaises.

• Nord

COMMUNIQUÉ DU THÉÂTRE DU PRINTEMPS

Le Théâtre du Printemps ne présentera pas la pièce « Octobre Aujourd'hui », samedi 14 à la MJC de Fives, la représentation étant reportée à une date ultérieure.

Par contre : représentations samedi 21 à 20 h 30, à Billy-Montigny (Pas-de-Calais) et dimanche 22 à 17 h, au centre social de Grande-Synthe (Nord).

• Paris

MEETING DE SOLIDARITÉ AVEC LA LUTTE DES FEMMES MAROCAINES

Samedi 14 janvier 1978
Meeting organisé par des femmes du Maghreb, de France, d'Afrique noire, des Antilles et des femmes noires américaines en solidarité avec la lutte des femmes marocaines.

De 15 h à 21 h, 44, rue de Rennes - Paris

SOIRÉE D'INFORMATION SUR MADAGASCAR

Samedi 14 janvier 1978

à 20 h

Séance d'information sur Madagascar

8, Villa du Parc Montsouris - Paris 14e

Organisée par l'Association des étudiants d'origine malgache

3e FESTIVAL CULTUREL DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

Paris XVIIIe

Samedi 14 janvier, salle Saint-Bruno, rue Saint-Bruno, près de la Goutte d'Or

Journée : « Lutte et répression des travailleurs immigrés »

Au programme : théâtre par une troupe d'Aix et une autre de Montbéliard. Un film court-métrage. Des sketches et des chants. Le tout joué par des travailleurs immigrés. De 15 à 22 h.

Dimanche 15 janvier, dans la salle du théâtre des Bouffes du Nord
31, Bd de la Chapelle 10e - près de la Goutte d'Or

Journée « Identité culturelle des travailleurs immigrés »

Au programme : théâtre par les groupes Ghorba, Kahina, etc. Chants avec les chanteurs Hamou et Mounai et Paul Dakio. De 14 à 23 h.

Le week-end du 21-22 janvier sera consacré aux femmes immigrées et à la lutte anti-imperialiste. Nous en communiquerons ultérieurement le programme.

La majorité divisée

EN COLERE CHIRAC REPREND SES BILLES

Si le parti gaulliste s'est senti obligé de protester publiquement contre ce front anti-RPR, ce

n'est pas seulement pour une question électorale, de candidature, ou pour une question de personnes.

Il y a déjà un certain temps que notre journal explique qu'aujourd'hui, la majorité est divisée en deux courants, qui proposent deux types de solutions légèrement différents, mais tous deux au service des monopoles.

La politique de Barre pour sortir de la crise est connue : c'est l'austérité affichée et un certain nombre de mesures sociales en trompe-l'œil pour endormir les travailleurs. Cette politique d'austérité est une politique de blocage des salaires, de fermeture des usines non-rentables et de restructurations de maintien (et d'augmentation) du chômage. Autant de mesures délibérément voulues pour permettre aux monopoles capitalistes de profiter de la crise pour faire les aménagements qui leur sont indispensables et en tirer les profits attendus.

La politique de Chirac serait plutôt une politique de relance de l'économie. Bien sûr, pas de relance des salaires, mais de relance de la production, de commerce extérieur, à grands coups de crédits et de nouveaux marchés pour les monopoles. Au niveau social, c'est une politique qui, sous couvert de « participation », appelle les travailleurs à l'effort, sans même prendre la peine de dresser de grandes listes de mesures sociales démagogiques comme le fait le parti républicain.



Chirac : « Je boude ».

Deux politiques au service des monopoles

« Une telle attitude conduit à un affrontement pour les primaires (le premier tour). Le RPR est donc contraint d'en tirer les conséquences en envisageant de nouvelles investitures ». C'est ce qu'a déclaré mercredi Yves Guéna, au nom du RPR gaulliste de Chirac. L'attitude en question est celle des giscardiens, des centristes de Lecanuet, et des radicaux de Servan-Schreiber, accusés par le parti gaulliste d'avoir constitué un « front uni anti-RPR ».

La majorité se réjouissait de la division de la gauche. Mais des partis bourgeois,

qu'ils soient de gauche ou de droite, ne peuvent s'entendre, la division existe aussi maintenant au sein de la majorité.

La majorité avait pourtant signé, le 19 juillet, un accord électoral intitulé « Pacte majoritaire ». Mais depuis lors, bien des choses ont changé.

La rupture de l'Union de la gauche a réveillé en septembre, les espoirs de Giscard d'Estaing, des centristes et des radicaux de voir Mitterrand et son parti faire alliance avec eux pour gouverner la France au centre. Le vieux rêve des giscardiens : un gouvernement à caractère nettement social pour mieux faire passer la politique d'austérité de Barre. Tous les leaders de ces trois partis appelaient le Parti socialiste et les radicaux de gauche à rejoindre la majorité.

Chirac, au nom du parti gaulliste, refusait cet appel au PS. La politique que Chi-

rac propose aux monopoles est une politique que l'on peut qualifier de « dure » par rapport aux partis de gauche.

Un parti de la majorité n'était pas présent, le 19 juillet, lors de la signature du pacte majoritaire : le parti radical de Servan-Schreiber, celui que Chirac qualifie de « turlupin de la politique ».

Servan-Schreiber avait refusé de signer avec le RPR. Il allait tout mettre en pratique pour constituer un front anti-RPR, avec le Parti républicain de Giscard et le CDS de Lecanuet. De réunions en réunions, ce front est aujourd'hui constitué.

Au week-end dernier, Barre a présenté un programme électoral des trois partis de la majorité, moins le RPR qui gardait alors le silence. Parallèlement, des réunions fixaient les candidatures communes des trois partis de la majorité qui se disent « réformateurs ».

Il y aura donc deux candidats de la majorité (au moins) dans presque toutes les circonscriptions, au premier tour : un candidat gaulliste et un candidat « présidentiel », giscardien, centriste et radical. Deux politiques au service des monopoles entre lesquelles les travailleurs n'ont pas à choisir...

Chez les trotskistes et les autogestionnaires

3 lots de candidats

Responsables des mouvements autogestionnaires et des groupes trotskistes n'ont pas su se mettre d'accord pour les élections législatives. Il y aura, en conséquence, trois lots de candidats.

Le premier lot est composé de la Ligue de Krivine, de l'Organisation communiste des travailleurs et des Comités communistes autogestionnaires. Ces trois organisations trotskistes ont annoncé qu'elles soutiendraient la gauche au second tour. Comme il n'est pas encore évident, à ce jour, que la gauche ira unie au second tour, on se demande un peu ce que feront ces trotskistes-là.

Le second lot est composé de la seule « Lutte ouvrière » d'Arlette Laguiller, qui a refusé, cette fois-ci, un accord avec les autres trotskistes. Avant la rupture de la gauche, Lutte ouvrière avait annoncé son désistement, au second tour, pour

la gauche unie. Aujourd'hui, l'organisation de Laguiller ne parle plus du second tour, ce qui lui évite de devoir dire ce qu'elle fait devant une gauche désunie. La politique de Lutte ouvrière est traditionnellement de se désister pour la gauche.

Le troisième lot est composé du PSU et des mouvements non-violents, regroupés pour ces élections au sein d'un Front autogestionnaire. Ce Front est un peu maigrelet, d'autant plus que le PSU aurait bien aimé y faire participer les divers groupes écologistes. Mais les groupes écologistes, comme on le sait, ont refusé toute alliance avec des partis qui se désisteraient pour la gauche ou la droite au second tour. Or, le PSU, lancé dans un texte d'accord signé avec le PCF, a déclaré que son objectif était de « battre la droite », ce qui laisse supposer une politique de désistement à gauche,

**POUR CORRESPONDRE
AVEC LE JOURNAL
TELEPHONEZ AU
202 18 29**



**Des affiches pour la parution
du quotidien 8 pages dans
tous les kiosques sont
toujours disponibles**
Commandez-les à l'administration

• Calais

Grève des chauffeurs et mécaniciens de la CTC

Depuis le 15 décembre dernier : les chauffeurs et mécaniciens de la compagnie des transports de Calais sont en grève.

Ils exigent un étalement de rattrapage des salaires soit 2 % pour décembre et 2 % pour mars 1978. La direction ne prétend céder que 2 % et orchestre une campagne mensongère qui présente les grévistes comme des travailleurs bien payés. En fait, à l'embauche, un chauffeur gagne net, environ 2 200 F et ce salaire atteint moins de 3 000 F après 23 années de présence.

Correspondant H.R.

• Drocourt (Pas-de-Calais)

La vie de 3 ouvriers coûte 1 000 F !

Le 6 février 1975, une terrible explosion à la cokerie des Houillères à Drocourt devait entraîner la mort des trois ouvriers et en blesser huit autres dont trois gravement brûlés. Les ouvriers étaient en train de nettoyer les vannes conduisant le gaz (gaz brut et grisou) au gigantesque four, opération visant à supprimer les accumulations dangereuses de poussière risquant d'obstruer les conduits d'alimentation.

Les poussières s'enflammèrent alors dans la vanne et le conduit. Le gaz s'étant accumulé dans la salle (en raison de l'absence de système de sécurité pour l'évacuer...) l'explosion se produisit. La salle des compteurs devait être entièrement détruite. Le 8 janvier, le tribunal de grande instance de Béthune a relaxé le patron de la cokerie et pour donner le change a infligé au contremaître une légère condamnation : 3 mois de prison, avec sursis et 1 000 F d'amende pour « homicide involontaire ».

• Lannoy, près de Roubaix

LES OUVRIERS DE STEIN TIENNENT BON !

Depuis plus d'une semaine, les grévistes de chez Stein occupent. Ils réclament 40 h par semaine, le 13e mois, le salaire minimum à 2 400 F.

Après les provocations du Front national (organisation d'extrême-droite), la direction utilise ses batteries lourdes, mais les grévistes ne plient pas. C'est dernièrement l'assignation en référé de 5 délégués qui s'est terminée par un jugement en faveur de la direction : il est « fait défense aux défenseurs et à toute personne participant à la grève de s'opposer à la libre circulation du personnel non-gréviste ainsi que des véhicules et marchandises aux accès et à l'intérieur de l'usine sous peine d'en être expulsé, au besoin avec le recours de la force publique à la première infraction constatée ».

Les grévistes ne plient pas et n'ont pas cédé au chantage de la justice bour-

geoise. Ils restent sur leurs positions. Les grilles res-

Communiqué

« Les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge soutiennent pleinement les grévistes de Stein-Industrie dans leur lutte pour faire aboutir leurs justes revendications : 13e mois pour tous, 40 h par semaine sans diminution de salaire, 2 400 F par mois minimum, soutiennent leur détermination à faire aboutir leurs revendications par tous les moyens, face au trust CGE-Alsthom ; en particulier l'occupation par les ouvriers de l'usine constitue une grande vic-

toire. Les travailleurs de Stein, en réalisant l'unité de classe des ouvriers syndiqués CGT et CFDT et des ouvriers non-syndiqués, Français et immigrés, ont acquis une arme essentielle pour la victoire. D'ores et déjà, les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge s'efforcent de faire connaître dans leurs sections syndicales la juste lutte des travailleurs de Stein. Ils se proposent de participer par une collecte au soutien financier de la lutte.

• Dépôt SNCF de Vaires (Seine-et-Marne)

INTERVIEW D'UN CHEMINOT

Comment lutter contre le projet de conduite « agent seul » ?

Un cheminot (syndiqué) du dépôt SNCF de Vaires, a répondu aux questions d'un correspondant de notre journal, sur la grève du 8 au 12 décembre dernier et la façon de combattre, à l'avenir, contre le projet de conduite « agent seul ».

La conséquence de ce projet serait la suppression de 10 000 emplois, une détérioration sensible des conditions de travail (isolement du conducteur) et une grave diminution de la sécurité pour les conducteurs (en cas de malaise par exemple) et pour tous les usagers.

C'est donc extrêmement grave.

Le point de vue de ce cheminot est d'autant plus intéressant que, actuellement, il est beaucoup question de « relancer l'action » : il en est question, en parole, dans les discours de Séguin, par exemple, mais qu'en est-il en réalité ?

Quant à nous, nous pensons que les discours ne traduisent pas plus qu'avant la volonté de faire aboutir les revendications : qu'on songe à l'étouffement récent de la lutte à l'EDF-GDF ! Ces discours traduisent seulement la nouvelle situation créée par la rupture confirmée de l'Union de la gauche et l'offensive du PCF en direction des travailleurs pour gagner leurs voix en mars.

Mais il est clair que la volonté de lutte des travailleurs se confirme, elle, de plus en plus.

Q — Comment s'est déroulée la dernière grève ? Quelles sont ses caractéristiques ?

R — Tout d'abord, il faut noter une très grande différence entre la grève nationale du 1er décembre, qui a été peu suivie par les gars, et celle du 8 au 12 décembre (70 % de grévistes environ).

Devant le mécontentement des cheminots, l'unité syndicale a pu se faire. C'est un premier point. Dans un premier temps, la CGT, la CFDT, FO, la CFTC et la FGAAC (syndicat autonome et catégoriel) étaient d'accord. Et puis, au dernier moment, les

dirigeants de la FGAAC ont trahi. Ils ont accepté le projet, moyennant une prime supplémentaire dérisoire pour l'agent de conduite. Au niveau local, les délégués de la FGAAC ont approuvé leur fédération. Devant les réactions hostiles des cheminots, ils n'ont pu apporter aucune explication cohérente, ils étaient nerveux, agressifs. Ils ont sorti un tract injurieux à l'adresse des syndicats participant à l'action.

Q — Et les militants de base de la FGAAC ?

R — Une grande partie n'ont pas compris la posi-

tion de leur fédération et se sont joints au mouvement. L'unité à la base s'est donc faite, mais elle s'est faite dans la lutte contre les dirigeants syndicaux opportunistes ! Le piquet de grève était important, combatif. Il y régnait une chaude ambiance. Beaucoup de non-grévistes se sont joints au mouvement suite aux discussions avec le piquet.

Q — Quels sont les acquis ?

R — Au niveau du dépôt, une bonne combativité, une solidarité à la base, c'est déjà un acquis. Au niveau général, la direction de la SNCF a reculé. Je cite les déclarations de celle-ci : « La direction générale s'engage à ce que de nouvelles discussions aient lieu et qu'il n'y ait, en conséquence, aucune application avant la fin de celles-ci. Au cours de cette nouvelle phase de discussions, la négociation sera reprise sous tous ses aspects, notamment sur la question d'effectifs et d'emplois, de conditions de travail et de sécurité des personnels ».

On voit donc que c'est un recul, mais pas un abandon du projet. On pourrait très bien l'appliquer après... les élections de mars 78 par exemple. Il faut donc rester vigilant, ne pas se démobiliser, maintenir la pression. Il n'y aura pas de victoire avec des négociations « à froid ». Il est donc inquiétant de voir que les directions des fédérations sem-

blent s'engager dans cette voie ! On ne peut pas, d'une part, appeler les cheminots à « maintenir leur potentiel de force et d'unité » de manière à pouvoir l'utiliser à nouveau au moment le plus propice au succès de l'action, c'est à dire lors de cette nouvelle phase de discussion et préciser d'autre part : « Si le besoin s'en faisait sentir ».

(Communiqué CGT, CFDT, FO, CFTC du 14/12/77). Oui, il se fera certainement sentir ! Laisser entendre le contraire, n'est-ce pas semer beaucoup d'illusions, obstacles à une nouvelle mobilisation ?

Q — Que souhaites-tu pour l'avenir ?

R — Un recul sans condition de la part de la SNCF sur son projet. Seule, la grève prolongée, dans l'unité, jusqu'à obtention des revendications, l'imposera.

Mais il faut aussi une amélioration des conditions de travail actuelles, une augmentation des effectifs par la création d'emplois et de débouchés dans la filière. Ainsi, on pourra réduire les heures de nuit, réduire les heures de décalage (qui vont aujourd'hui jusqu'à 30 heures, 30 heures hors de chez soi !), et améliorer notre vie de travailleur et notre vie de famille. Mais celle-ci ne pourra réellement s'épanouir que dans une autre société, où le capitalisme sous toutes ses formes aura été aboli !

• Laurent-Lagny (Seine-et-Marne)

Victoire après un mois de grève !

En février 1977, les travailleurs de chez Laurent (Lagny) ont déjà montré leur détermination face à leur « patron de choc » qui voulait déplacer un délégué syndical. En mars, ils repartaient en grève car le patron voulait remettre en cause les acquis de la lutte précédente.

Ils montrent à nouveau la voie à suivre dans la lutte de classe contre la classe patronale, en terminant victorieusement leur troisième grève d'un mois.

Régulièrement, les travailleurs percevaient une prime de vacances (soit 50 % d'un mois de salaire), et une prime de fin d'année (20 %), ainsi que 5 F pour participation aux frais de cantine.

Or, Laurent s'est mis à « donner » des primes fantaisistes (50 à 150 F à la tête du client) et la participation à la cantine est descendue à 4,50 F, puis plus rien. Le 1er décembre, suivant le mot d'ordre de leur syn-

dicat CGT, les ouvriers débrayèrent. Le 2, saisissant la première occasion, le patron lock-out les ouvriers pendant une demi-heure. Face à cette nouvelle provocation du patron, les ouvriers ripostèrent et exigèrent par la grève :

— Paiement des primes de vacances et de fin d'année.

— Octroi de 5 F pour les frais de repas.

Après un mois de grève, ils obtiennent satisfaction, malgré les difficultés (peu de popularisation de la lutte, embauche d'intérimaires...) :

— Les 5 F sont réattribués

— Les primes (soit 70 % du salaire) seront payées, échelonnées sur 5 mois jusqu'en mai.

C'est par leur volonté ferme devant Laurent que les ouvriers ont gagné. Ce sont de telles grèves qu'il faut populariser et soutenir, pour la satisfaction des revendications des travailleurs.